

Juillet - Août 2023

A LA UNE !



[Nicolas Duvoux nommé président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale \(CNLE\)](#)
Nicolas Duvoux, est nommé président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE). Professeur de sociologie à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, chercheur au centre de recherches sociologiques et politiques de Paris (CRESPA-LabTop), Nicolas Duvoux est spécialiste des questions de pauvreté, d'inégalités sociales et des politiques publiques. Il succède à Madame Fiona Lazaar qui a occupé cette fonction de 2020 à février 2023. Nicolas Duvoux a par ailleurs été [nommé](#) président du comité d'évaluation de l'expérimentation Territoires zéro non recours.



[Muriel Pucci nommée présidente du comité scientifique du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale \(CNLE\)](#)
Dès sa nomination, Nicolas Duvoux a nommé Muriel Pucci, pour lui succéder à la tête du Comité scientifique du CNLE. Muriel Pucci est maîtresse de conférence à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et chercheuse associée à l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OCFE) depuis septembre 2019. Muriel Pucci est une spécialiste des politiques familiales et sociales et des questions de pauvreté et de redistribution.

Ces nominations interviennent dans le cadre du renouvellement du CNLE.

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



[La précarité énergétique d'été : une nouvelle forme de mal-logement](#)

Alors que le réchauffement climatique actuel fait vivre sous des températures étouffantes, la majorité des logements s'avèrent ne pas être adaptés à de telles chaleurs. Des milliers de personnes souffrent durement du chaud dans leur logement. Pour elles, l'enjeu n'est pas simplement le confort d'été mais l'habitabilité même de leurs logements plusieurs mois par an. Fondation Abbé Pierre. Étude.

LOGEMENT



[La coopération intercommunale, remède à la ségrégation sociospatiale ? Une comparaison de six agglomérations françaises](#)

Les Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) se sont vus confier des instruments leur permettant de peser d'abord sur la production des logements sociaux neufs puis, plus récemment, sur leur attribution. A partir de l'étude comparée de six agglomérations françaises Bordeaux, Dunkerque, Grenoble, Meaux, Mulhouse et Saint-Étienne, les auteurs tentent de mesurer la montée en puissance effective des EPCI. Collectif API. Revue internationale de politique comparée.

PAUVRETÉ



[Pauvreté : près d'un Français sur cinq vit à découvert, alerte le Secours populaire](#)

Dans sa 17^e édition du [Baromètre](#) de la pauvreté et de la précarité, le Secours populaire et Ipsos pointent d'alarmants records avec 45 % des Français interrogés qui assurent avoir « des difficultés pour payer certains actes médicaux, 45 % pour payer leurs dépenses d'énergies, 43 % pour consommer des fruits et légumes frais. *Nous sommes dans une situation où la question de la faim réintervient dans la vie quotidienne de millions de familles sur notre territoire,* a déclaré, Henriette Steinberg, Secrétaire générale du Secours populaire sur [l'antenne de franceinfo](#). Secours populaire. Ipsos. Enquête.

ACCÈS AUX DROITS SOCIAUX



[Expérimentation zéro non-recours : deux arrêtés sur les territoires sélectionnés et le comité d'évaluation](#)

[L'arrêté du 4 août 2023](#) établit la liste des « territoires sélectionnés pour participer à l'expérimentation visant à réduire le non-recours aux droits sociaux ». Les membres du Comité d'évaluation de cette expérimentation visant à réduire le non-recours aux droits sociaux, présidé par Nicolas Duvoux ont été nommés par [l'arrêté du 1er août 2023](#).

Caroline Megglé. Banque des Territoires. Caisse des dépôts. Article.

EMPLOI



[Avis du Défenseur des droits au Sénat sur le projet de loi « pour le plein emploi »](#)
Les 10 et 11 juillet 2023, les sénateurs examinaient en séance publique le [projet de loi dit « pour le plein emploi »](#). Le 6 juillet, avant examen en séance, Claire Hédon, la Défenseure des droits a adressé aux sénateurs [un avis sur ce projet de loi](#) pour alerter sur ses conséquences en particulier pour les allocataires du RSA et les demandeurs d'emploi.
Claire Hédon. Défenseure des droits. [Avis](#).

[Note sur le projet de loi « Pour le plein emploi » par Nicolas Duvoux](#)



Le nouveau président du Le conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ([CNLE](#)) Nicolas Duvoux, prend position à titre personnel, sur le projet de loi pour le plein emploi, dans une [note](#) qui a vocation à rappeler un certain nombre de principes, dans le cadre des débats parlementaires. Cette note s'appuie sur les travaux du CNLE et a fait l'objet d'une large consultation, notamment auprès de membres des groupes de travail *Accompagnement et insertion* et *Sanctions* du CNLE.
Nicolas Duvoux. CNLE. Note.

SANTÉ

[Soins Palliatifs](#)



Dans le rapport [Les soins palliatifs, une offre de soins à renforcer](#), la Cour des comptes analyse les conditions d'accès aux soins palliatifs et l'organisation administrative et sanitaire de la fin de vie. Alors qu'en 2015, la France faisait partie des mauvais élèves de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), elle a progressé et se situe aujourd'hui dans la première moitié du classement.
Cour des comptes. Rapport.

[L'atlas des soins palliatifs et de la fin de vie en France](#)



Pour cette 3ème édition de [l'atlas](#), le Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie ([CNSPFV](#)) mettent à disposition des acteurs professionnels, institutionnels et associatifs toutes les données connues sur les soins palliatifs, sous la forme de fiches thématiques. Celles-ci contiennent notamment des cartographies nationales et régionales de la prise en charge palliative et de son maillage.
CNSPFV. Atlas.

SCOLARITÉ ET ÉDUCATION



[Le travail scolaire des jeunes en dehors de la classe, quelles pratiques et quelles disparités ?](#)

Selon une note de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), si les enfants de cadres et de chefs d'entreprise sont deux fois plus nombreux à bénéficier de cours payants que les enfants d'ouvriers non qualifiés, ce sont ces derniers qui bénéficient le plus du [Dispositif Devoirs faits](#), 33 % contre 13 % pour les enfants de cadres et de chefs d'entreprise.
Meriam Barhoumi.(DEPP). Note d'Information.



[Les inégalités scolaires ne prennent pas de vacances](#)

Vivent les vacances ! C'est le cri du cœur de tous les écoliers à l'orée de ces vacances d'été qui démarrent. Mais les vacances n'ont-elles que des vertus positives ? Ne sont-elles pas aussi, un facteur de creusement des inégalités pour les enfants de milieux défavorisés qui se voient proposer, pendant cette période, peu d'activités stimulantes ?

A.Langlois-Meurinne. M.Wendling. VersLeHaut. Article.



[Quelle école dans un monde en surchauffe ?](#)

Si les bienfaits d'une éducation à la fois proches de la nature et sensible aux défis climatiques ne sont plus à démontrer, la route est encore longue pour les mettre en pratique. Dans un monde qui s'urbanise à toute vitesse, où les plus jeunes passent de moins en moins de temps dehors, les bénéfices d'une connexion des enfants à la nature font aujourd'hui l'objet de nombreux travaux de recherche et sont de mieux en mieux documentés.

Sylvain Wagnon.The Conversation. Article.

BAROMÈTRE D'OPINION



[Les français restent préoccupés par le niveau des salaires et du pouvoir d'achat en 2022](#)

Selon les données de la dernière vague de son Baromètre d'opinion, La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), en 2022, dans un contexte d'inflation élevée, le niveau des salaires et du pouvoir d'achat reste la préoccupation majeure des Français, 91 % d'entre eux se disent préoccupés par ce sujet, suivie par celles pour l'environnement 84 % et pour la pauvreté 83 %.

DREES. Baromètre.

DIMENSION TERRITORIALE

Pays de la Loire



[L'accessibilité aux services publics nettement améliorée par le réseau France Services](#)

Le déploiement du réseau France Services depuis début 2020 permet aux habitants des Pays de la Loire d'accéder plus rapidement aux services publics. Les populations les plus fragiles se trouvent dans les territoires ruraux isolés qui bénéficient particulièrement du réseau mis en place. Deux zones restent plus éloignées des services publics relativement à la moyenne régionale : dans les zones rurales faiblement peuplées entre la Mayenne et la Sarthe.

C.Hervy. Y.Rivillon, Insee. Dossier Pays de la Loire n° 11.



[Finances des collectivités : le rapport flatteur de la Cour des comptes contesté](#)

La Cour des comptes a publié le premier fascicule sur les finances publiques locales 2023. Pour l'institution de la rue Cambon, la situation financière des collectivités territoriales en 2022 est très bonne. Dans leurs réponses, les associations de collectivités rappellent les inégalités entre collectivités, masquées par des chiffres macroéconomiques

Cour des comptes. Rapport.

DIMENSION INTERNATIONALE

Europe

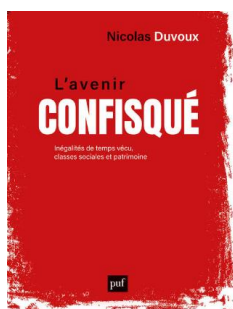
Suède - France



[Politique migratoire : le match des politiques France - Suède](#)

La Suède change de politique et vise à limiter la quantité de personnes immigrées entrant sur son territoire, tout en cherchant à réduire son attractivité en raison de son système d'aides connu au niveau international. Selon La Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (IFRAP), la France peut en étudiant le modèle suédois, apprendre quelles solutions et moyens existant, pour améliorer sa politique migratoire afin de créer un système d'intégration qui fonctionne. Matteo Saby. Fondation IFRAP. Analyse.

OUVRAGE



[L'avenir confisqué. Inégalités de temps vécu, classes sociales et patrimoine](#)

Au-delà des chiffres, la pauvreté est aussi un sentiment d'insécurité qui se traduit par un rapport angoissé à l'avenir. Dans cet ouvrage, l'auteur démontre comment la subjectivité peut servir de révélateur aux inégalités, notamment de classe sociale. C'est la thèse de l'ouvrage du sociologue Nicolas Duvoux qui publie *L'Avenir confisqué*, aux Presses Universitaires de France (Puf).

ACTUALITÉ

REMANIEMENT MINISTERIEL

[Le nouveau gouvernement d'Elisabeth Borne annoncé le 20 juillet 2023](#)

Les nominations pour les ministères sociaux

Aurélien Rousseau, ministre de la Santé et de la Prévention.

Aurore Bergé, ministre des Solidarités et des Familles.

Fadila Khattabi, ministre déléguée chargée des Personnes handicapées.

Bérangère Couillard, ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

[Lire le décret paru au JO du 21 juillet 2023 relatif à la composition du gouvernement.](#)

AGENDA DU CNLE

Calendrier prévisionnel des réunions du CNLE 2023-2024

Réunions plénières du CNLE	Réunions plénières du Comité scientifique du CNLE
<ul style="list-style-type: none">▪ Jeudi 12 octobre 2023 - 09h30 à 12h30 <i>Installation du nouveau Conseil du CNLE</i>▪ Jeudi 07 décembre 2023 - 09h30 à 12h30▪ Jeudi 07 mars 2024 - 14h30 à 17h30▪ jeudi 13 juin 2024 - 14h30 à 17h30	<ul style="list-style-type: none">▪ Mercredi 15 novembre 2023▪ Mercredi 24 janvier 2024

A propos du CNLE



Conseil national des politiques de lutte
contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Placé auprès du Premier ministre, [le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale \(CNLE\)](#) est une **instance représentative** des principaux décideurs et acteurs, institutionnels ou associatifs, impliqués dans la mise en œuvre des **politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**.

Le **Conseil du CNLE** est composé de **64 membres** répartis en cinq collèges : collège des élus et représentants de l'action sociale territoriale, collège des associations, collège des partenaires sociaux, collège des personnes qualifiées, collège des personnes concernées.

Le **Comité scientifique** est composé d'une **quarantaine de membres** : un collège d'universitaires et de chercheurs, des représentants de la statistique publique, des administrations concernées, du secteur associatif, des partenaires sociaux et de diverses institutions (OCDE, CASVP, UNCCAS, Conseils départementaux, CNAF, Injep, ODENORE, etc...). Il est enrichi de la participation des personnes en situation sociale précaire (5^{ème} collège).

Le **Secrétariat général** est assuré par la Direction générale de la cohésion sociale (**DGCS**). Il assure le fonctionnement et la coordination des travaux du CNLE. À ce titre, il prépare les réunions et y participe, propose un accompagnement méthodologique, organise des groupes de travail et assiste les membres pour les questions relatives à leur mandat. Il assiste la présidence du CNLE dans sa mission et assure une fonction de veille, sur les champs concernant ses compétences.

La newsletter du CNLE

La Newsletter du CNLE constitue un outil de communication à l'attention des membres du CNLE, des acteurs publics, privés et associatifs, des chercheurs et des institutionnels qui permet à chacun d'être informé sur l'actualité du CNLE et de prendre connaissance d'études, rapports, publications et communiqués de presse qui concernent le champ de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Cette publication est aussi, pour les membres du CNLE un moyen de faire connaître leurs travaux. Si vous souhaitez nous signaler la parution d'études et de rapports sur les sujets abordés au CNLE n'hésitez pas à nous les transmettre pour qu'ils soient partagées par tous. N'hésitez pas également à nous faire part de vos commentaires et suggestions.

Les travaux et études qui n'ont pas été recensés par le CNLE, ainsi que les demandes d'abonnement à nos publications, peuvent être transmis par courriel à la boîte fonctionnelle du Secrétariat général à l'adresse suivante : dgcs-secr-cnle@social.gouv.fr

CONTACT :

Retrouvez nous sur le site Internet : [CNLE](#)

[Le CNLE est sur LinkedIn](#)

Fatima Guémiah - Collaboratrice extérieure - Tél : 06 62 04 42 24